

A NOTA ALLEMÃ
E
A RESPOSTA DOS ALLIADOS

LONDRES:
HAYMAN, CHRISTY & LILLY, LTD.

1917.

H. J. 10739

1

A NOTA ALLEMÃ
E
A RESPOSTA DOS ALLIADOS



B. 69763

LONDRES:
HAYMAN, CHRISTY & LILLY, LTD.
1917.



A NOTA ALLEMÃ

E

A RESPOSTA DOS ALLIADOS

Texto da Nota Allemã entregue pelo Embaixador Americano a Lord Robert Cecil, Secretario de Estado interino do Ministerio dos Negocios Estrangeiros, em 19 de Dezembro.

Texto e Traducção da Resposta entregue pelo Governo Francez, em nome das Potencias Alliadas, ao Embaixador dos Estados Unidos em Paris em 30 de Dezembro.

A NOTA ALLEMÃ.

Berlim, 12 de Dezembro, 1916.

SENHOR ENCARREGADO DE NEGOCIOS:

A mais terrivel guerra conhecida na historia assola, ha dois annos e meio, uma grande parte do mundo. Esta catastrophe que os laços de uma civilisação commum mais que millenaria não tem podido deter, commove a humanidade no seu mais precioso patrimonio, e ameaça sepultar debaixo de suas ruinas o progresso moral e material de que a Europa se orgulhava ao raiar do seculo XX.

Nesta luta a Allemanha e as suas Alliadas Austria-Hungria, Bulgaria e Turquia teem dado provas de sua indestructivel força, obtendo consideraveis triumphos na guerra.

As suas linhas inquebrantaveis resistem aos incessantes ataques dos exercitos inimigos. A recente intervenção dos Balkans foi rapida e victoriosamente paralysada.

Os ultimos acontecimentos teem demonstrado que a continuação da guerra não póde quebrar o poder da

sua resistencia, e a situação geral ainda mais os levam a só esperar novos triumphos. Foi a defeza de sua existencia e a liberdade do seu desenvolvimento nacional que levaram as quatro Potencias Alliadas a pegar em armas. O triumpho de seus exercitos não tem alterado a sua maneira de pensar e nem por um só instante se afastaram da convicção de que o respeito pelos direitos das outras nações não é de modo algum incompativel com os seus proprios direitos e interesses legitimos. Não pretendem esmagar ou aniquilar os seus adversarios. Conscios da sua força militar e economica, e promptos a continuarem até ao fim a luta que lhes foi imposta, mas animados ao mesmo tempo pelo desejo de evitar mais derramamento de sangue, e pôr fim aos horrores da guerra, as quatro Potencias Alliadas propõem desde já entrar em negociações de paz.

Estão convencidos que as propostas que teem para apresentar e que tendem a assegurar a existencia, a honra e o livre desenvolvimento dos seus povos são taes que podem servir de base para a restauração de uma paz duradoura.

Se, apesar desta offerta de paz e de conciliação, é todavia necessario que a luta prosiga, as quatro Potencias Alliadas estão decididas a continual-a até ao fim, declinando solememente toda a responsabilidade perante a humanidade e a historia.

O Governo Imperial tem a honra de sollicitar, por vosso intermedio, ao Governo dos Estados Unidos o favor de transmittir a presente communicação aos Governos da Republica Franceza e da Gran-Bretanha, aos Governos do Imperio da Russia e do Japão, aos Governos do Reino da Rumania e da Servia.

Aproveito a oportunidade de vos renovar, Senhor Encarregado de negocios, o penhor da minha alta consideração.

(Assignado) VON BETHMANN-HOLLWEG.

Sr. Joseph Clark Grew,

Encarregado de negocios dos
Estados Unidos da America.

LA RÉPONSE DES ALLIÉS.

Les Gouvernements alliés de la Russie, de la France, de l'Angleterre, du Japon, de l'Italie, de la Serbie, de la Belgique, du Monténégro, du Portugal et de la Roumanie, unis pour la défense de la liberté des peuples, et fidèles à l'engagement pris de ne pas déposer isolément les armes, ont résolu de répondre collectivement aux prétendues propositions de paix qui leur ont été adressées de la part des Gouvernements ennemis par l'entremise des Etats-Unis, de l'Espagne, de la Suisse et des Pays-Bas.

Avant toute réponse, les Puissances Alliées tiennent à s'élever hautement contre les deux assertions essentielles de la note des puissances ennemies qui prétend rejeter sur les Alliés la responsabilité de la guerre, et qui proclame la victoire des Puissances centrales.

Les Alliés ne peuvent admettre une affirmation doublement inexacte et qui suffit à frapper de stérilité toute tentative de négociation.

Les Nations Alliées subissent depuis trente mois une guerre qu'elles ont tout fait pour éviter. Elles ont démontré par des actes leur attachement à la paix. Cet attachement est aussi ferme aujourd'hui qu'en 1914; après la violation de ses engagements, ce n'est pas sur la parole de l'Allemagne que la paix, rompue par elle, peut être fondée.

Une suggestion sans conditions pour l'ouverture de négociations n'est pas une offre de paix. La prétendue proposition, dépourvue de substance et de précision, mise en circulation par le Gouvernement impérial, apparaît moins comme une offre de paix que comme une manœuvre de guerre.

Elle est basée sur la méconnaissance systématique du caractère de la lutte dans le passé, dans le présent et dans l'avenir.

Pour le passé, la note allemande ignore les faits, les dates, les chiffres qui établissent que la guerre a été voulue, provoquée et déclarée par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

A La Haye, c'est le délégué allemand qui avait refusé toute proposition de désarmement. En juillet 1914, c'est l'Autriche-Hongrie qui, après avoir adressé à la Serbie un ultimatum sans précédent, lui a déclaré la guerre, malgré les satisfactions immédiatement obtenues. Les Empires du Centre ont alors repoussé toutes les tentatives faites par l'Entente pour assurer à un conflit local une solution pacifique. L'offre de Conférence de l'Angleterre, la proposition française de commission internationale, la demande d'arbitrage de l'Empereur de Russie à l'Empereur d'Allemagne, l'entente réalisée par la Russie et l'Autriche-Hongrie la veille du conflit; tous ces efforts ont été laissés par l'Allemagne sans réponse ou sans suite. La Belgique a été évahie par un Empire qui avait garanti sa neutralité et qui n'a pas craint de proclamer lui-même que les traités étaient des "chiffons de papier" et que "nécessité n'a pas de loi."

Pour le présent, les prétendues offres de l'Allemagne s'appuient sur une "carte de guerre" uniquement européenne qui n'exprime que l'apparence extérieure et passagère de la situation, non la force réelle des adversaires. Une paix conclue en partant de ces données serait à l'avantage unique des agresseurs qui, ayant cru atteindre leur but en deux mois, s'aperçoivent après deux ans qu'ils ne l'atteindront jamais.

Pour l'avenir, les ruines causées par la déclaration de guerre allemande, les attentats innombrables commis par l'Allemagne et ses alliés contre les belligérants et contre les neutres exigent des sanctions, des réparations et des garanties: l'Allemagne élude les unes et les autres.

En réalité, l'ouverture faite par les Puissances centrales n'est qu'une tentative calculée en vue d'agir sur l'évolution de la guerre et d'imposer finalement une paix allemande.

Elle a pour objet de troubler l'opinion dans les pays alliés. Cette opinion, malgré tous les sacrifices consentis, a déjà répondu avec une fermeté admirable et dénoncé le vide de la déclaration ennemie.

Elle veut raffermir l'opinion publique de l'Allemagne

et de ses alliés, si gravement éprouvés déjà par leurs pertes, usés par le resserrement économique et écrasés par l'effort suprême qui est exigé de leurs peuples.

Elle cherche à tromper, à intimider l'opinion publique des pays neutres, fixée depuis longtemps sur les responsabilités initiales, éclairée sur les responsabilités présentes, et trop clairvoyante pour favoriser les desseins de l'Allemagne en abandonnant la défense des libertés humaines.

Elle tente enfin de justifier d'avance aux yeux du monde de nouveaux crimes : guerre sous-marine, déportations, travaux et enrôlements forcés de nationaux contre leur propre pays, violations de neutralité.

C'est en pleine conscience de la gravité, mais aussi des nécessités de l'heure, que les Gouvernements alliés, étroitement unis entre eux, et en parfaite communion avec leurs peuples, se refusent à faire état d'une proposition sans sincérité et sans portée.

Ils affirment une fois de plus qu'il n'y a pas de paix possible tant que ne seront pas assurées la réparation des droits et des libertés violées, la reconnaissance du principe des nationalités et de la libre existence des petits Etats ; tant que n'est pas certain un règlement de nature à supprimer définitivement les causes qui depuis si longtemps ont menacé les nations et à donner les seules garanties efficaces pour la sécurité du monde.

Les Puissances alliées tiennent en terminant à exposer les considérations suivantes qui font ressortir la situation particulière où se trouve la Belgique après deux ans et demi de guerre.

En vertu des traités internationaux signés par cinq grandes Puissances de l'Europe, au nombre desquelles figurait l'Allemagne, la Belgique jouissait avant la guerre d'un statut spécial, qui rendait son territoire inviolable et la mettait elle-même sous la garantie des Puissances, à l'abri des conflits européens. La Belgique a cependant, au mépris de ces traités, subi, la première, l'agression de l'Allemagne. C'est pourquoi le gouvernement belge estime nécessaire de préciser le but que la Belgique n'a

jamais cessé de poursuivre, en combattant, à côté des Puissances de l'Entente, pour la cause du droit et de la justice.

La Belgique a toujours observé scrupuleusement les devoirs que lui imposait sa neutralité. Elle a pris les armes pour défendre son indépendance et sa neutralité violées par l'Allemagne et pour rester fidèle à ses obligations, internationales. Le 4 août, au Reichstag, le Chancelier a reconnu que cette agression constituait une injustice contraire au droit des gens et il s'est engagé au nom de l'Allemagne à la réparer.

Depuis deux ans et demi cette injustice a été cruellement aggravée par des pratiques de guerre et d'occupation qui ont épuisé les ressources du pays, ruiné ses industries, dévasté ses villes et ses villages, multiplié les massacres, les exécutions et les emprisonnements. Et au moment où l'Allemagne parle au monde de paix et d'humanité, elle déporte et réduit à la servitude des citoyens belges par milliers.

La Belgique avant la guerre n'aspirait qu'à vivre en bon accord avec tous ses voisins. Son Roi et son gouvernement n'ont qu'un but : le rétablissement de la paix et du droit. Mais ils ne veulent que d'une paix qui assurerait à leur pays des réparations légitimes, des garanties et des sécurités pour l'avenir.

A RESPOSTA DOS ALLIADOS (TRADUCÇÃO).

Os Governos Aliados da Russia, da França, da Grã-Bretanha, do Japão, da Italia, da Servia, da Belgica, do Montenegro, de Portugal e da Rumania, unidos para a defeza da liberdade dos povos e fieis ao compromisso tomado de não deporem isoladamente as armas, resolveram responder collectivamente ás pretensas propostas de paz que lhes foram dirigidas por parte dos Governos inimigos, por intermedio dos Estados Unidos, da Espanha, da Suissa e dos Paizes Baixos.

Antes de qualquer resposta, as Potencias aliadas

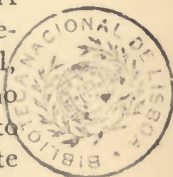
protestam altamente contra as duas asserções essenciaes da nota das Potencias inimigas que pretende lançar sobre as Potencias alliadas a responsabilidade da guerra e proclamar a victoria das Potencias Centraes. Os alliados não podem admittir uma affirmação duplamente inexacta e que basta para ferir de esterilidade toda e qualquer tentativa de negociação.

As nações alliadas soffrem ha 30 meses uma guerra que ellas tudo fizeram para evitar; demonstraram por actos a sua dedicação á paz; esta dedicação é tão firme hoje como o era em 1914.

Depois da violação de seus compromissos, não é sobre a palavra da Allemanha que a paz, que ella rompeu, fundar se pode. Uma suggestão sem condições para a abertura de negociações não é uma offerta de paz. A pretendida proposta, desprovida de substancia e de precisão, posta em circulação pelo Governo imperial, apparece menos como uma offerta de paz do que como uma manobra de guerra. É baseada no desconhecimento systematico do character da luta no passado, no presente e no futuro. Quanto ao passado, a nota allemã ignora os factos, as datas e os algarismos que provam que a guerra foi desejada, provocada e declarada pela a Allemanha e Austria-Hungria.

Na Haya, foi o delegado allemão quem rejeitou qualquer proposta de desarmamento; em julho de 1914, foi a Austria-Hungria quem, depois de ter dirigido á Servia um *ultimatum* sem precedentes, lhe declarou guerra não obstante as satisfações immediatamente obtidas. Os Imperios Centraes repelliram, então, todas as tentativas feitas pela Entente para assegurar a um conflicto local uma solução pacifica. O offerecimento de uma conferencia pela Inglaterra, a proposta franceza d'uma Comissão Internacional, o pedido de arbitragem do Imperador da Russia ao Imperador da Allemanha; o accordo realizado entre a Russia e a Austria-Hungria na vespera do conflicto, todos estes esforços foram deixados pela a Allemanha sem resposta e sem seguimento.

A Belgica foi invadida por um imperio que lhe havia



garantido a sua neutralidade e que não se arreciou de proclamar elle mesmo que os tratados eram "farrapos de papel" e que a "necessidade não tem lei."

Pelo que respeita ao presente, as pretendidas offertas da Allemanha appoiam-se n'um "mappa da guerra" unicamente europeia que não representa mais que a apparencia exterior e passageira da situação, e não a força real dos adversarios. Uma paz concluida partindo destes dados seria de vantagem exclusiva para os aggressores que, tendo julgado attingir o seu fim em dois meses, descobrem ao fim de dois annos que não jamais o conseguirão.

Quanto ao futuro, as ruinas causadas pela declaração de guerra, os attentados innumeraveis commettidos pela Allemanha e os seus alliados contra os belligerantes e contra os neutros exigem sancções, reparações e garantias que a Allemanha evita mencionar.

Na realidade a abertura de negociações feita pelas Potencias Centraes não é mais que uma tentativa calculada com o fim de agir sobre a evolução da guerra e de impor finalmente uma paz allemã.

Tem ella por fim perturbar a opinião nos paizes alliados ; a esta opinião, não obstante os sacrificios consentidos, já respondeu com uma firmeza admiravel e denunciou as vãs pretensões da declaração inimiga. Quer ella robustecer a opinião publica da Allemanha e dos seus alliados, tão gravemente experimentados já pelas suas perdas, gastos pela pressão economica e esinagados pelo esforço supremo que dos seus povos exige. Procura enganar, intimidar a opinião publica dos paizes neutros, fixada desde ha muito nas responsabilidades iniciaes, esclarecida sobre as responsabilidades presentes e clarividente demais para favorecer os designios da Allemanha, abandonando a defeza das liberdades humanas. Tende, emfim, a justificar antecipadamente aos olhos do mundo novos crimes: guerra submarina, deportações, trabalhos e alistamentos forçados de nacionaes contra o seu proprio paiz, violações de neutralidade.

É na plena consciencia da gravidade, mas tambem das necessidades do momento, que os Governos alliados,

estritamente unidos entre si e em perfeita communhão com os seus povos, se recusam a tomar conhecimento de uma proposta sem sinceridade e sem alcance. Affirmam uma vez mais, que não ha paz possivel, emquanto não forem asseguradas a reparação dos direitos e das liberdades violadas, o reconhecimento do principio das nacionalidades e da livre existencia dos Estados pequenos, emquanto não for garantido um regulamento de tal natureza que supprima definitivamente as causas que, ha tanto tempo, tem ameaçado as nações e a dar as unicas garantias efficazes para a segurança do mundo.

Cumpre ás Potencias Alliadas, terminando, exporem as considerações seguintes, que fazem realçar a situação particular em que se encontra a Belgica depois de dois annos e meio de guerra. Em virtude dos tratados internacionaes assignados pelas cinco grandes potencias da Europa, no numero das quaes figurava a Allemanha, a Belgica gosava antes da guerra de um estatuto especial que tornava o seu territorio inviolavel e a collocava, sob a garantia das Potencias, ao abrigo dos conflictos europeus.

Todavia, com menosprezo dos tratados, a Belgica foi a primeira a soffrer a aggressão da Allemanha. Eis porque o governo belga julga necessario precisar o fim que a Belgica nunca deixou de proseguir, combatendo ao lado das Potencias da Entente pela causa do direito e da justiça.

A Belgica sempre observou escrupulosamente os deveres que lhe impunha a sua neutralidade. Pegou em armas para defender a sua independencia e a sua neutralidade violada pela a Allemanha e para permanecer fiel ás suas obrigações internacionaes.

No dia 4 de agosto, no Reichstag o chanceller reconheceu que esta aggressão constituia uma injustiça contraria ao direito das gentes e em nome da Allemanha comprometteu-se a reparal-a.

Ha dois annos e meio que esta injustiça tem sido cruelmente aggravada pela pratica da guerra e de occupações, que esgotaram os recursos do paiz, arruinaram as suas industrias, devastaram as suas cidades e as suas

aldeias, multiplicaram os massacres, as execuções e as prisões. E, no momento em que a Allemanha falla ao mundo em paz e humanidade, deporta e reduz á escravidão cidadãos belgas aos milhares.

Antes da guerra, a Belgica não aspirava senão a viver em bom accordo com todos os seus visinhos. O seu rei e o seu governo não teem mais que um fim: o restabelecimento da paz e do direito. Mas querem só uma paz capaz de assegurar ao seu paiz reparações legítimas, garantias e seguranças no futuro.

